

VU 6/8/83.
PREFECTURE DE SEINE-et-MARNE

Direction de l'Administration
Générale et de la Réglementation

Service des Installations Classées
pour la protection de l'environnement.

N° 11666
C 14

Le Commissaire de la République
du Département de Seine et Marne,

REPUBLIQUE FRANCAISE (1. track)

RECEPISSE DE DECLARATION
d'une installation classée

(Application de la loi du 19 juillet 1976)

Direction Interdépartementale de
l'Industrie d'Ile-de-France
Groupe de subdivisions de Seine-et-Marne

11 JUL.

Tel. 16.6.437.22.65

VU l'avis de la Direction des Hydrocarbures en date du 28 juin 1983

ACCUSE RECEPTION A M. Pierre Brillet, agissant en qualité de Président du Conseil d'Administration de la Société G.M.S., 132 avenue du Président Roosevelt, 78100 St Germain en Laye

de sa déclaration en date du 26 mai 1983

concernant l'exploitation à AVON, 27 avenue du Président Franklin Roosevelt, des installations suivantes:

- dépôt de 183 m3 de liquides inflammables en 6 réservoirs enterrés, constitué comme suit
 - . 30 m3 de carburant auto
 - . 30 m3 de supercarburant
 - . 20 m3 de supercarburant
 - . 30 m3 de gas oil
 - . 20 m3 de gas oil
 - . 50 m3 de fuel oil domestique
 - . 3 m3 de fuel oil domestique
- installation de distribution de carburant d'un débit maximum horaire de 9 m3 en ce qui concerne les liquides inflammables de 1 ère catégorie et 56 m3 en ce qui concerne les liquides inflammables de 2 ème catégorie.

Ces installations sont visées par les rubriques ci-après de la nomenclature actuelle :
253 et 261 bis

Par application de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, La Société G.M.S.

devra se soumettre aux prescriptions générales ci-jointes déterminées pour les installations de la catégorie dont il s'agit ainsi qu'aux prescriptions légales et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Ce récépissé de déclaration est délivré uniquement dans le cadre de la législation des installations classées, il ne fait pas obstacle à l'application de toute autre réglementation. A ce titre, le déclarant aura à se pourvoir éventuellement auprès des autorités compétentes des autorisations nécessaires (notamment permis de construire, occupation du domaine public, autorisation d'occupation du sol, application de la réglementation d'urbanisme, de celle des lotissements, etc...).

Toute modification approuvée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet, Commissaire de la République, qui peut exiger une nouvelle déclaration.

.../...

Tout transfert d'une installation soumise à déclaration sur un autre emplacement nécessite une nouvelle déclaration.

Si l'établissement n'est pas ouvert dans le délai de trois ans à partir de la déclaration ou si son exploitation est interrompue pendant plus de deux années consécutives, (sauf le cas de force majeure), l'industriel devra faire une nouvelle déclaration.

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation ou à déclaration est tenu de déclarer sans délai à l'Inspecteur des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 (cf. article 3^e du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977).

MELUN, le

- 5 JUIL. 1983

Le ~~Commissaire~~ Commissaire de la République,
et par délégation
Le Directeur de l'Administration Générale et
de la Réglementation,



M. VAILLANT

DESTINATAIRES :

- La Société G.M.S.
- Le Sous-Préfet chargé des fonctions de Commissaire Adjoint de la République de l'Arrondt de MELUN
- Le Maire d'AVON
- L'Ingénieur en Chef des Mines (PARIS)

Une copie du présent récépissé sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la mairie, où les tiers ont la possibilité de consulter sur place le texte des prescriptions générales (application de l'article 27 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977).